

Bolivie: référendums "autonomiques" ACTE 4

22-06-2008

Le référendum pour approuver le statut autonome de Tarija qui sera réalisé demain sera le dernier de la "demie lune", après ceux de Santa Cruz, Beni et Pando. Tarija est un département gouverné par des opposants au président bolivien. Evo Morales ne reconnaît pas ces consultations qu'il qualifie de "illégalles". Mouvements sociaux et communautés indigènes ont annoncé qu'ils tenteront d'empêcher le vote.

Mario Cossio, le préfet du département de Tarija, où se trouve le gros des énormes réserves de gaz de la Bolivie, a menacé à la fin de la campagne pour le "Oui" au statut autonome de "retenir" les ressources de l'Impôt Direct aux Hydrocarbures (IDH) et autres taxes (regalias).

"Les regalias et l'IDH font partis du patrimoine de notre département et à partir du moment où nous votons pour le Oui à l'autonomie, personne n'osera toucher un seul centime", a-t-il prévenu. comme l'a rapporté le journal de Cochabamba Los Tiempos.

Cependant, dans le même acte réalisé jeudi dernier, le préfet s'est engagé à "continuer de remettre 85 pour cent de sa richesse au pays; nous voulons seulement que l'on respecte ce qu'a toujours eu ce département".

Le préfet a été questionné dans la dernière semaine de la campagne par des dirigeants du district du Gran Chaco, une partie du département de Tarija, parce qu'il n'a pas reconnu les autorités élues dans la région de Yacuiba avec le même critère d'autonomie que son administration affirme face au gouvernement de La Paz, qu'il a accusé de promouvoir la "violence et la confrontation".

Cossio, un dirigeant du parti de droite, Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), parti qui a intégré les gouvernements de la Bolivie des 50 dernières années, sous la dictature et sous la démocratie à partir de 1982, a aussi affirmé qu'en 183 années de vie républicaine "la seule chose qu'avait apporté le centralisme au département de Tarija était la pauvreté, l'oubli et le sous développement".

"Tarija a été généreux dans la remise de ressources pour le développement du pays, mais après tant de temps, il n'a pas connu la réciprocité; son histoire a été une lutte pour être reconnu par les gouvernements du centralisme", a-t-il dit, cité par l'Agence Bolivienne d'Information (ABI).

Les mouvements sociaux et les communautés indigènes tarijeñas, en général proches du gouvernant Mouvement au Socialisme (MAS), se sont prononcés pour l'abstention et le refus du référendum, qui s'exprimeront en blocages de routes pour que les urnes ne puissent pas arriver pour les élections et, en dernier ressort, par leur soustraction ou incendie.

Celui-ci est le dernier référendum des quatre départements de la demie-lune, aucun d'eux reconnus par le gouvernement de La Paz. Le premier a été celui de Santa Cruz le 4 mai, où a gagné le "Oui" avec 85 pour cent des votes émis, tandis que le "Non" et l'abstention ont réuni presque 50% des listes électorales. Ensuite, le 1 juin, se sont réalisées les consultations de Beni et Pando où le "Oui" a aussi triomphé avec un score supérieur à 70 pour cent et une participation électorale d'un peu plus de la moitié des listes, ce qui a eu pour conséquence que les votes négatifs et l'abstention dépassent 50 pour cent de l'électorat.

Pour ces raisons, la Cour Départementale Electorale (CDE) de Tarija a prévenu que ceux qui ne voteront ce dimanche seront "épurés" des listes électorales et qu'ils ne pourront pas voter le 10 août prochain pour le référendum révocatoire des mandats du président Evo Morales, du vice-président Garcia Linera et des huit des neuf préfets de la Bolivie.

Cependant, cette menace contredit la décision de la Cour Nationale Electorale (CNE), qui ne reconnaît pas ces référendums autonomiques et, par conséquent, n'autorise pas cette épuration de listes.

La CDE de Tarija a identifié trois régions du département où peuvent se générer des affrontements dimanche prochain. Le titulaire de l'organisme, Miguel Angel Guzman, a indiqué que les zones de conflit sont La Huerta et Rosillas dans le district Arce ; San Diego dans celui d'O'Connor ; et Yacuiba, dans le Gran Chaco.

Par ailleurs, le député national William Cardozo, tarijeño du principal parti d'opposition en Bolivie, Podemos, a réitérativement accusé dans les dernières semaines Cossio de corruption, ce qui a ouvert une nouvelle fracture dans les forces qu'affrontent le président Morales.

"Cossio doit d'abord nous indiquer ce qu'il a fait avec les cinq milliards de boliviens et nous montrer de quelle manière a changé la qualité de vie de la population. Où sont les ressources des regalias (impôts pétroliers) ?, parce que nous n'allons plus tolérer qu'une personne mette en danger l'économie d'un département", a dénoncé Cardozo, comme l'a diffusé le 12 juin passé Los Tiempos.

Finalement, il a prévenu que "à partir du 22 juin, les choses vont se compliquer pour lui parce qu'il a manqué à Tarija et que ce sera la population qui, le 10 août, votera pour le "Non" à la continuité du préfet".

Pagina/12, 21 juin 2008.

<http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-106438-2008-06-21.html>

Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>